

*In Bezug auf die Aufrechterhaltung der Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen*

B.18. Damit die betroffenen Schankstätten und Glücksspieleinrichtungen über die nötige Zeit verfügen, sich nach dem allgemeinen Rauchverbot zu richten, sind die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen bis zum 30. Juni 2011 aufrechtzuerhalten.

B.19. Die Nichtigerklärung von Artikel 2 Nr. 9, Artikel 4 und Artikel 5 des angefochtenen Gesetzes tut dem Legalitätsprinzip in Strafsachen keinen Abbruch, da der Gesetzgeber selbst beschlossen hat, dass die Ausnahmen vom allgemeinen Rauchverbot für Schankstätten und Glücksspieleinrichtungen der Klasse I spätestens ab dem 1. Juli 2014 aufgehoben werden, und dem König die Möglichkeit geboten hat, diese Aufhebung nach Konzertierung mit dem Sektor zu verfrühen.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt Artikel 2 Nr. 9, Artikel 4, Artikel 5 und Artikel 11 § 2 Nr. 3 des Gesetzes vom 22. Dezember 2009 «zur Einführung einer allgemeinen Regelung zum Rauchverbot in den für die Öffentlichkeit zugänglichen geschlossenen Räumlichkeiten und zum Schutz der Arbeitnehmer vor Tabakrauch» in der durch das Gesetz vom 22. Dezember 2009 «zur Abänderung des Gesetzes vom 22. Dezember 2009 zur Einführung einer allgemeinen Regelung zum Rauchverbot in den für die Öffentlichkeit zugänglichen geschlossenen Räumlichkeiten und zum Schutz der Arbeitnehmer vor Tabakrauch» abgeänderten Fassung für nichtig;

- erhält die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen bis zum 30. Juni 2011 aufrecht;

- weist die Klagen im Übrigen zurück.

Verkündet in niederländischer, französischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, in der öffentlichen Sitzung vom 15. März 2011.

Der Kanzler,  
P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,  
M. Bossuyt.

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

F. 2011 — 1212

[2011/201824]

14 AVRIL 2011. — Loi portant des dispositions diverses (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1<sup>er</sup>. — Disposition générale

Article 1<sup>er</sup>. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

TITRE 2. — Economie

CHAPITRE UNIQUE. — Modifications de la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur

Art. 2. Dans le texte néerlandais de l'article 2, 36°, de la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur, les mots "collectief consumentenakkoord" sont remplacés par les mots "collectieve consumentenovereenkomst".

Art. 3. L'article 127 de la même loi est complété par les mots "et à l'article 99" qui sont insérés après le mot "déloyales".

TITRE 3. — Mobilité

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Création de la banque-carrefour des permis de conduire

Section 1<sup>re</sup>. — Disposition générale

Art. 4. Pour l'application du présent chapitre et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1° banque-carrefour : la source authentique pour les permis de conduire telle que visée à l'article 5;

2° permis de conduire : le permis de conduire ou le titre qui en tient lieu tel que prévu par la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968;

3° aptitude professionnelle : l'aptitude professionnelle telle que prévue par l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C, C + E, D, D + E et des sous-catégories C1, C1 + E, D1, D1 + E;

4° brevet d'aptitude professionnelle : le brevet d'aptitude professionnelle tel que prévu par la législation relative aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur;

5° données à caractère personnel : toute information relative à une personne physique identifiée ou identifiable, telle que prévue par l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

N. 2011 — 1212

[2011/201824]

14 APRIL 2011. — Wet houdende diverse bepalingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL 1. — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

TITEL 2. — Economie

ENIG HOOFDSTUK. — Wijzigingen van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming

Art. 2. In artikel 2, 36°, van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming, worden de woorden "collectief consumentenakkoord" vervangen door de woorden "collectieve consumentenovereenkomst".

Art. 3. In artikel 127 van dezelfde wet worden de woorden "en artikel 99" ingevoegd tussen de woorden "oneerlijke handelspraktijken" en het woord "overtreden".

TITEL 3. — Mobiliteit

HOOFDSTUK 1. — Oprichting van de kruispuntbank van de rijbewijzen

Afdeling 1. — Algemene bepaling

Art. 4. Voor de toepassing van dit hoofdstuk en zijn uitvoeringsbepalingen wordt verstaan onder :

1° kruispuntbank : de authentieke bron voor de rijbewijzen zoals bedoeld in artikel 5;

2° rijbewijs : het rijbewijs of het als zodanig geldend bewijs zoals bedoeld in de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968;

3° vakbekwaamheid : de vakbekwaamheid zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C, C + E, D, D + E en de subcategorieën C1, C1 + E, D1, D1 + E;

4° brevet van beroepsbekwaamheid : het brevet van beroepsbekwaamheid zoals bedoeld in de wetgeving met betrekking tot de voorwaarden voor de erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen;

5° persoonsgegevens : iedere informatie betreffende een geïdentificeerde of identificeerbare natuurlijke persoon, zoals bedoeld in artikel 1, § 1, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

§ 3. La décision sera prise dès que le point de vue écrit de la personne à qui la décision est destinée est reçu et, si elle est défavorable, les raisons pour lesquelles il n'a pas été tenu compte des arguments développés y seront mentionnées. Si aucune réponse n'est reçue dans le délai mentionné au § 2, la décision est prise à l'expiration de ce délai."

Art. 69. L'article 213 de la même loi, remplacé par la loi du 30 juin 2000, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 213. La communication préalable des motifs d'une décision défavorable et le droit de recours administratif ne sont pas applicables aux décisions prises en application de l'article 263."

Art. 70. Dans l'article 214 de la même loi, remplacé par la loi du 30 juin 2000, les mots "à compter de la date d'expédition de la décision contestée" sont remplacés par les mots "à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de la décision contestée".

Art. 71. L'article 212/1 de la même loi, tel qu'il a été inséré par l'article 68 de la présente loi, est applicable aux décisions prises à compter du premier jour du troisième mois qui suit celui de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Art. 72. L'article 43 de la loi du 22 décembre 2009 relative au régime général d'accise est remplacé comme suit :

"Art. 43. Dans les situations et conditions énoncées par le Roi, la déclaration de mise à la consommation pour laquelle Il peut préciser les énonciations devant y figurer ainsi que les documents devant y être joints, est faite soit sur un rapport papier, soit au moyen d'une formule électronique établie à l'aide d'un système informatisé. Le Roi fixe également les procédures à respecter en cas d'indisponibilité dudit système informatisé."

#### CHAPITRE 5. — Modifications de la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007 relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme

Art. 73. A l'article 2 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007 relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot "et" inséré entre les mots "la circulation" et "le fonctionnement" est remplacé par le mot "ou";

2<sup>o</sup> à l'alinéa 2, les mots "les risques liés à des véhicules maritimes" sont remplacés par les mots "la responsabilité civile de véhicules maritimes".

Art. 74. Dans la version néerlandaise, à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, dernière phrase de la même loi, le mot "betaalde" est inséré avant le mot "schadevergoeding".

Art. 75. Dans l'article 11, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, la première phrase est complétée par les mots "ou à la prochaine date anniversaire de la prise de cours du contrat, si le contrat n'a pas d'échéance annuelle".

Art. 76. Les articles 2, 6, 7 et 8 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007 relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme sont interprétés en ce sens qu'ils sont impératifs et directement applicables :

1<sup>o</sup> aux contrats d'assurance en cours qui couvrent déjà les dommages occasionnés par le terrorisme;

2<sup>o</sup> aux contrats d'assurance en cours qui couvrent les dommages occasionnés par le terrorisme à partir de la date déterminée à l'article 11 de la loi précitée;

3<sup>o</sup> ainsi qu'aux contrats d'assurance qui couvrent les dommages occasionnés par le terrorisme souscrits après l'entrée en vigueur de la loi précitée

pour autant que ces contrats soient souscrits auprès des personnes visées à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, première phrase, de la même loi.

#### CHAPITRE 6. — Création d'un fonds "SHAPE-Domains"

Art. 77. § 1<sup>er</sup>. Il est créé au sein du Service public fédéral Finances un Fonds "SHAPE-Domains" relatif à la mise à disposition des immeubles nécessaires au logement des membres attachés au Grand Quartier général des Puissances alliées en Europe "SHAPE", qui représente un fonds budgétaire au sens de l'article 62 de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, ci-après dénommé "le Fonds".

§ 3. De beschikking zal worden getroffen van zodra het schriftelijk standpunt van de persoon tot wie de beschikking wordt gericht, is ontvangen en zal indien ze ongunstig is melding maken van de redenen waarom geen rekening werd gehouden met de ontwikkelde argumenten. Indien geen antwoord wordt ontvangen binnen de in § 2 vermelde termijn, wordt de beschikking getroffen na afloop van die termijn."

Art. 69. Artikel 213 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 30 juni 2000, wordt vervangen als volgt :

"Art. 213. De voorafgaande mededeling van de gronden van een ongunstige beschikking en het recht van administratief beroep zijn niet van toepassing op beschikkingen getroffen bij toepassing van artikel 263."

Art. 70. In artikel 214 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 30 juni 2000, worden de woorden "te rekenen vanaf de datum van verzending van de aangevochten beschikking" vervangen door de woorden "te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de aangevochten beschikking".

Art. 71. Artikel 212/1 van dezelfde wet, zoals het is ingevoegd bij artikel 68 van deze wet, is van toepassing op de beschikkingen die worden getroffen vanaf de eerste dag van de derde maand na die waarin de onderhavige wet in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 72. Artikel 43 van de wet van 22 december 2009 betreffende de algemene regeling inzake accijnzen wordt vervangen als volgt :

"Art. 43. In de gevallen en onder de voorwaarden bepaald door de Koning wordt de aangifte ten verbruik, waarvoor door Hem kan worden aangeduid welke vermeldingen er op moeten voorkomen evenals welke documenten er moeten worden bijgevoegd, gedaan hetzij op een papieren drager, hetzij met een elektronisch document opgemaakt met gebruikmaking van een geautomatiseerd systeem. De Koning bepaalt tevens de procedures die in acht moeten worden genomen in geval van niet-beschikbaarheid van het geautomatiseerd systeem."

#### HOOFDSTUK 5. — Wijzigingen van de wet van 1 april 2007 betreffende de verzekering tegen schade veroorzaakt door terrorisme

Art. 73. In de Franse tekst van artikel 2 van de wet van 1 april 2007 betreffende de verzekering tegen schade veroorzaakt door terrorisme, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in het eerste lid wordt het woord "et" tussen de woorden "la circulation" en "le fonctionnement" vervangen door het woord "ou";

2<sup>o</sup> in het tweede lid, worden de woorden "les risques liés à des véhicules maritimes" vervangen door de woorden "la responsabilité civile de véhicules maritimes".

Art. 74. In de laatste zin van artikel 7, § 1, eerste lid van dezelfde wet wordt voor het woord "schadevergoeding" het woord "betaalde" ingevoegd.

Art. 75. In artikel 11, eerste lid, van dezelfde wet wordt de eerste zin aangevuld als volgt : ", of, indien de verzekeringsovereenkomst geen jaarlijkse vervalddag heeft, vanaf de eerstvolgende jaardag van de ingangsdatum van de overeenkomst".

Art. 76. De artikelen 2, 6, 7 en 8 van de wet van 1 april 2007 betreffende de verzekering tegen schade veroorzaakt door terrorisme worden aldus uitgelegd dat zij dwingend en rechtstreeks van toepassing zijn op :

1<sup>o</sup> de lopende verzekeringsovereenkomsten die reeds schade veroorzaakt door terrorisme dekken;

2<sup>o</sup> de lopende verzekeringsovereenkomsten die schade veroorzaakt door terrorisme dekken vanaf de dag bepaald in artikel 11 van voornoemde wet;

3<sup>o</sup> evenals de verzekeringsovereenkomsten die schade veroorzaakt door terrorisme dekken die onderschreven worden na de inwerking-treding van voornoemde wet

voor zover deze overeenkomsten onderschreven worden bij een persoon bedoeld in artikel 4, § 1, eerste zin, van dezelfde wet.

#### HOOFDSTUK 6. — Oprichting van een fonds "SHAPE-Domeinen"

Art. 77. § 1. Binnen de Federale Overheidsdienst Financiën wordt een Fonds "SHAPE-Domeinen" in het leven geroepen, met betrekking tot de ter beschikking stelling van onroerende goederen nodig om de leden verbonden aan het "Supreme Headquarters Allied Powers Europe" "SHAPE" te huisvesten, dat een begrotingsfonds uitmaakt zoals bedoeld in artikel 62 van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de Rijkscomptabiliteit, hierna "het Fonds" genoemd.